

la Vérité

ORGANE DE LA LIGUE COMMUNISTE (OPPOSITION)

N° 38. — Vendredi 30 mai 1930

HEBDOMADAIRE

Prix : 0 fr. 50

Au secours des condamnés à mort!

A l'appel de la Ligue communiste cent étudiants et ouvriers indochinois manifestent devant l'Élysée

L'impérialisme, qui soumet à une exploitation atroce les populations de l'Indochine ne veut supporter la moindre atteinte à sa puissance. Il est décidé à écraser dans le sang les premières révoltes que l'excès de ses crimes engendre dans les colonies. Le régime de famine permanente qu'il fait régner sur ses esclaves coloniaux comporte nécessairement un régime de terreur permanente. Pour préserver les dividendes recueillis dans l'extermination de populations entières, il lui faut frapper à mort les révoltés qui se lèvent parmi les travailleurs. Docile, le gouverneur général se fait l'exécuteur des marchands. Docile, le gouverneur général suprême, le compare à qui la Constitution remet les pouvoirs honorifiques supérieurs, le président de la République se fait leur exécuteur suprême. Tout l'appareil de l'Etat, jusqu'en son sommet hiérarchique, sanctionne les volontés de meurtre des financiers à la Homberg, Fontaine et consorts.

Quatre révoltés ont déjà été suppliciés. Trente-neuf autres condamnés à mort attendent que se parachèvent les rites paperassiers auxquels les hyènes de la presse vénale reprochent de retarder trop longtemps leur martyre.

Les révolutionnaires savent que c'est l'impérialisme, menacé par les révoltes des travailleurs coloniaux, qui commande aux bourreaux. Les prolétaires savent que c'est le même pouvoir qui les exploite et qui opprime les travailleurs des colonies. Ils savent que la révolte des prolétaires coloniaux est indissolublement solidaire de leur lutte contre le capitalisme exploiteur.

Pour se dresser contre l'impérialisme criminel, pour lier la lutte des travailleurs de France à la lutte des exploités des colonies, pour appeler par un geste éclatant le prolétariat entier à se dresser contre le pouvoir d'Etat, criminel serviteur des puissances financières, les révolutionnaires ont décidé de porter leur appel vigoureux aux portes mêmes du

représentant suprême de l'Etat, de celui entre les mains duquel la fiction fait reposer le sort des trente-neuf révoltés, devant le Palais de l'Élysée.

Le jeudi 22 mai, à trois heures de l'après-midi, à l'appel de la Ligue communiste (Opposition), une manifestation puissante groupait une centaine d'ouvriers et d'étudiants indochinois devant l'entrée de l'Élysée. Pendant une demi-heure, nos camarades tinrent déployée une banderole sur laquelle était inscrit : « Libérez nos trente-neuf condamnés à mort. » Ils firent voler des centaines de tracts à travers la rue; ils firent entendre leurs clameurs véhémentes sous les fenêtres du chef de l'Etat.

Préparée avec la plus grande méthode par nos camarades de la Ligue la manifestation se déroula dans une précision et un ordre absolus. Au milieu des voitures, dont la circulation était interrompue, les policiers surpris par cette manifestation imposante et inattendue, attendirent pour intervenir l'arrivée de renforts. Les travailleurs des chantiers voisins marquaient leur sympathie aux manifestants. Quand la police, mandée en toute hâte eut décuplé ses effectifs, les policiers se ruèrent avec brutalité sur les manifestants. Douze de nos camarades furent arrêtés et traînés au poste de police où la rage des policiers se donna libre cours. Ce sont Nguyen van Tao, Dao Than Phat, Tran van Chieu; Dang Ba Leng, Huyn van Phuong, Than van Don, Albert Susiny, Ta Thu Thou, Tran van Ty, Tran van Gian, Le van Thu, et Francis Gérard. Un de nos camarades, blessé à la tête, était couvert de sang.

La démonstration puissante de nos camarades avait eu toute sa signification. Elle constitue un vigoureux et vibrant appel aux travailleurs du pays entier, pour qu'ils se joignent à eux dans la lutte révolutionnaire contre les crimes des pillards colonialistes, et pour que se resserrent, à cette occasion les rangs du prolétariat révolutionnaire.

Les poursuites

Par tous les moyens, le gouvernement s'efforça de faire le silence le plus complet sur la manifestation. Il n'y put parvenir. La presse bourgeoise, brûlée au vif, exhala sa haine et réclama une répression implacable contre les manifestants arrêtés. Le requin Outrey écrit dans l'Ordre : « L'heure est passée des discussions oiseuses, des arguties possibles (?). C'est l'action prompte et rapide qui nous est désormais nécessaire. » Dans la Liberté, le véreux Saigonnais, Aymard, écrit : « Hier, il s'est produit un incident que

les pouvoirs publics auraient bien voulu dissimuler entièrement : mais ils n'y sont pas parvenus... Si l'on veut sincèrement mettre fin à ces agitations spasmodiques qui ébranlent peu à peu les assises de nos colonies avant l'assaut final, c'est à la tête qu'il faut frapper, c'est-à-dire à Paris et à Moscou. » Dans l'Intransigeant, Léon Bailby écrit : « L'incident bien préparé et développé avec audace n'a pu être réprimé par la police qu'après un temps de désarroi... Si nous voulons conserver l'Indochine, il faut en arrêter des

moyens et s'en tenir à la décision prise. » Les préposés du capital avaient reconnu la valeur et la signification du geste de nos camarades.

Le gouvernement ne tarda pas à suivre les injonctions du capital. La démonstration puissante et disciplinée de nos camarades s'était déroulée avec une pleine possession de soi. Aucun prétexte n'avait été donné à la fureur de la répression. Un passant qui, par aberration avait prêté main-forte aux agents au cours de leur sauvage agression et qui croyait avoir reçu un coup de pied, déclarait immédiatement que le coup avait été involontaire et qu'il ne voulait aucunement porter plainte. Aucune poursuite n'était possible.

Mais les exploités coloniaux veulent avoir, pour leur besogne sanglante, les mains libres. La presse bourgeoise hurlait. Le gouvernement et sa magistrature policière devaient suivre. Ils mirent vingt-quatre heures à trouver une inculpation qui puisse permettre de recouvrir d'une apparence de légalité l'incarcération de nos camarades. On déclara que les manifestants indochinois seraient poursuivis pour « rébellion en bande ». Ce crime de

droit commun est puni de cinq ans à dix ans de réclusion.

La procédure des cours martiales aux ordres des marchands d'Indochine étant ainsi étendue aux tribunaux français nos onze camarades furent emprisonnés à la Santé et à la Petite-Roquette où ils se trouvent au régime du droit commun.

Appelés mardi soir devant le juge, ils revendiquèrent hautement la responsabilité de leur vaillante protestation contre les crimes des pillards colonialistes. L'instruction révéla l'inconsistance de l'accusation et Gérard Rosenthal, André Berthon, Rogès, Ly Binh Hue, Pitard, Gabrieli qui assistaient nos camarades, déposèrent immédiatement une demande de mise en liberté. Le procès que le gouvernement prépare sera le procès de l'exploitation coloniale. Le capital et son fidèle serviteur le pouvoir d'Etat y seront dénoncés face aux travailleurs que nous appelons à lutter de toutes leurs forces pour répondre à l'appel de nos camarades, pour se dresser contre les crimes cyniques de l'impérialisme et pour exiger la libération immédiate de nos onze camarades emprisonnés.

Un nouveau crime de Tardieu Le gouvernement livre nos camarades à la vengeance des forbans coloniaux

La manifestation de la Ligue communiste doit ouvrir le vaste mouvement de protestation et de lutte des travailleurs français et indochinois contre les crimes de l'impérialisme. Le gouvernement le sait. Il a décidé de faire peser sur les émigrés indochinois une répression implacable. A la manifestation du Mur, manifestation autorisée, les policiers appréhendèrent, un à un les manifestants dont les visages révélaient l'origine indochinoise. Des mouchards infiltrés dans le cortège procédaient sournoisement à l'arrestation de voisins qu'ils accostaient dans le cortège. Jamais une aussi odieuse et aussi cynique canaillerie n'avait été étalée par la police.

Trente-quatre de nos camarades furent ainsi arrêtés et transportés dans des locaux de la Sûreté générale. Les menaces que le gouvernement avait proférées et qui sont le gage de sa soumission aux négriers coloniaux reçurent pour la première fois leur application. Huit de nos camarades arrêtés dans la traditionnelle manifestation ont déjà été expédiés sur Marseille pour être dirigés ensuite sur la colonie. Avec ces coloniaux, — que la presse patriotarde ne perd pas une occasion d'appeler avec une feinte émotion des « Français de couleur » — la répression en use comme avec les travailleurs étrangers. Au mépris de toute la légalité et de toutes les traditions, le gouvernement, dans son acharnement expulse et rapatrie

même des Cochinchinois qui sont sujets français.

Nos camarades ainsi ramenés de force à la colonie où le pouvoir des forbans des plantations et des mines ne connaît pas de bornes, sont menacés des plus cruels dangers. Livrés dans ces conditions aux exactions de la « justice coloniale », nous devons tout craindre pour eux. Nous venons de voir quel usage le Gouvernement fait des lois qui les protégeaient en France. Mais dans le pays que les pillards colonialistes mettent en coupe réglée, qu'est-ce qui peut tenir en respect la vengeance des négriers à qui Tardieu livre leurs victimes ?

Les camarades expulsés, tout remis entre les mains des bandits de la justice coloniale, sont dans le péril le plus grave. Les prisons d'Indochine, les bagnes atroces, les mauvais traitements, les tortures, les assassinats lents ou brutaux, sont autant de dangers qui les menacent immédiatement. Il est absolument nécessaire que les travailleurs fassent entendre la protestation la plus véhémement contre les expulsions de Tardieu - Homberg. Travailleurs, face aux capitalistes, prenez-les sous votre protection. Que votre action énergique étende sur leurs existences menacées votre tutelle active ! Exigez, camarades, de vos organisations syndicales, exigez du parti communiste que notre appel soit entendu. N'abandonnez pas nos camarades indochinois !

Au meeting de la Ligue des droits de l'homme Un ordre du jour de protestation est voté

Lundi, meeting de la Ligue à la salle des Sociétés Savantes, sur « la justice aux colonies ». Auditoire partiellement assoupi par les vieilles barbes qui vinrent, « dans l'intérêt mieux compris de la France et de la paix », proposer quelques améliorations à l'administration coloniale. Pas un mot précis sur Yen-Bay. Comment en serait-il autrement de la part de milliardaires appartenant à des partis ou à une presse dont la complicité avec les exploités assassins se traduit tantôt par le silence accusateur du **Populaire**, tantôt par la motion de tortionnai-

res de la Fédération socialiste du Tonkin.

Un de nos camarades prit la parole, stigmatisa les révoltes séniles des orateurs et montra comment la lutte émancipatrice des colonies est liée à la lutte internationale du prolétariat révolutionnaire pour l'abolition du capitalisme. Il fit voter par acclamation un ordre du jour de protestation contre les exécutions de Yen-Bay, contre l'emprisonnement des onze manifestants de Paris, contre les ignominieuses expulsions prononcées par le gouvernement aux ordres des exploités.

Les révolutionnaires indochinois de Paris obligent le Parti à reconnaître l'action de la Ligue communiste

La semaine dernière, un tract signé du « Comité de lutte » du groupe indochinois de l'U.F.E. invitait les Indochinois à venir assister à sa première réunion. L'ordre du jour comportait exclusivement : l'organisation du défilé indochinois au Mur.

Une cinquantaine d'Indochinois ont répondu à l'appel. Nos camarades des « Emigrés indochinois en France » et du groupe indochinois de la Ligue communiste (Opposition) sont du nombre.

On entendit tout d'abord un exposé interminable d'un délégué indochinois du Parti qui, ayant aperçu nos camarades se mit à discourir sur le « trotskysme » et la « discipline révolutionnaire », et c'est seulement tout à la fin que l'orateur fit un appel pour le défilé au Mur et proposa aux camarades présents de se réunir le dimanche 25, place Saint-Michel. On sait depuis, que treize camarades qui se sont rendus à ce rendez-vous ont été cueillis comme dans un filet par les « bourgeois » de Chiappe.

Après l'orateur du Parti, la parole fut donnée à un de nos camarades qui exposa le travail accompli par le groupe des « Emigrés indochinois en France », qui compte des groupements à Paris et en province et dont l'existence remonte à plus de trois mois. Avec la collaboration de la Ligue communiste, les « Emigrés » ont déjà montré leur activité en maintes circonstances : manifestation à la Cité universitaire, en faveur des condamnés de Yen-Bay, tracts de protestation contre les massacres en Indochine, articles dans la **Vérité**, affiches apposées sur les murs de Paris. Les Emigrés indochinois, dit-il en substance, sont très heureux d'apprendre la formation du Comité et ne demandent pas mieux que de fusionner avec lui pour une action commune.

En réponse aux « critiques » du camarade du Parti, notre camarade a dénoncé les méfaits de la bureaucratie stalinienne et l'incapacité des dirigeants du P.C.F. Mais dès qu'il toucha à la question de l'expulsion de Trotsky, de l'assassinat de

Bloumkin, et des persécutions des oppositionnels, tous les membres du Parti, comme mûs automatiquement, jetèrent le cri commandé : « Discipline révolutionnaire ! »

Très calme, notre camarade poursuivit son exposé, et c'est devant un auditoire attentif qu'il a pu développer en partie le point de vue oppositionnel. Nos camarades indochinois montraient par leur attitude qu'ils ignoraient la question du tout au tout, à tel point que les « fonctionnaires responsables » jugèrent plus prudent de déclencher un chahut, menaçant même d'expulser nos camarades de la salle.

Et c'est dans le brouhaha général qu'une longue résolution a été lue qui se termine par un appel aux révolutionnaires indochinois de venir travailler dans les organisations révolutionnaires telles que : le Parti Communiste, le S.R.I., de la C.G.T.U., l'U.F.E., etc. Naturellement, il n'est nullement question de la Ligue communiste. Nos camarades n'ont pas laissé passer ce défi à l'évidence et au bon sens.

Leur proposition d'ajouter à la liste la Ligue Communiste fut ratifiée par la majorité des auditeurs, au grand étonnement des organisateurs, qui s'exécutèrent à contre-cœur. Il faut dire que ladite résolution n'a pas encore été publiée et pour cause !

Nous voulons, à la lumière de cette réunion, stigmatiser ici l'ignorance entretenue par le Parti vis-à-vis de sa section indochinoise. Nos camarades du Parti ont une éducation révolutionnaire plus que sommaire, et jusqu'ici, on n'a pu entretenir leur enthousiasme que par les vieux clichés cent fois rabâchés de l'**Humanité**, tels que : « canailles impérialistes, requins, colonialistes assassins », etc., qui sont peut-être suffisants pour assouvir leur haine de classe, mais sûrement pas pour leur expliquer le mécanisme d'oppression dans lequel sont tenus leurs frères de race. C'est une preuve de plus de l'incapacité flagrante des bureaucrates de la Direction du Parti.

Un manifestant de l'Elysée.

Travailleurs, exigez du Parti qu'il amplifie la lutte contre les crimes de l'impérialisme en Indochine

Un des points capitaux sur lesquels l'Opposition internationale lutte contre les déviations néfastes de la direction stalinienne de l'Internationale, c'est sa théorie et sa pratique des mouvements révolutionnaires dans les colonies. L'Opposition de gauche, fidèle aux enseignements de Marx, de Lénine et de Trotsky, héritière d'un siècle de luttes révolutionnaires, s'oppose à ce que la direction révolutionnaire des mouvements coloniaux soit abandonnée à des formations impré-

cises, ouvrières et paysannes, ou autres, au lieu d'être maintenue aux organisations prolétariennes de lutte de classes. Les criminelles déviations théoriques des « ouvriers et paysans » staliniens, qui ont la haute main sur le Comintern, ont mené à de sanglantes hécatombes la révolution chinoise. Elles mettent en péril en ce moment l'élan révolutionnaire des exploités hindous. Ce point est au centre même de la lutte qui se déroule actuellement entre l'impérialisme et le prolétariat in-

ternational. Il est très nettement compris par nos camarades coloniaux. Cela explique que les meilleurs révolutionnaires indochinois aient rejoint depuis longtemps les rangs de l'opposition internationale.

Un autre point capital, le point crucial, pour lequel la position politique de l'aile marxiste de l'Internationale, l'Opposition, lutte contre les déviations criminelles de la direction stalinienne, c'est l'affirmation du caractère international du combat qui met aux prises le prolétariat et le capitalisme, que les falsifications malfaisantes de la théorie du « socialisme dans un seul pays » ont mortellement blessée et à laquelle l'incapacité lamentable des bureaucrates à la Molotov donne le coup de grâce. Cela explique encore que l'opposition de gauche soit toujours la première à montrer aux ouvriers leurs intérêts solidaires dans les luttes révolutionnaires qui se déroulent sur le plan international ou colonial.

La lutte contre les crimes de l'impérialisme en Indochine en est une preuve éclatante. Avec nos héroïques camarades du groupe indochinois de la Ligue communiste — qui sont les meilleurs révolutionnaires indochinois — l'opposition de gauche est entrée décisivement la première dans la lutte. Nous lançons l'appel le plus énergique aux révolutionnaires pour qu'aux côtés de l'opposition communiste, ils exigent que le parti amplifie à fond la lutte nécessaire contre l'impérialisme assasin.

La **Vérité** a publié une suite d'études sérieuses éclairant aux yeux des révolutionnaires la formation d'une pensée et d'un parti communistes à travers les difficultés terribles de la lutte aux colonies et les formes primitives nationalistes, ter-

ENCORE DES CONDAMNATIONS A MORT

Une brève dépêche de Hanoï nous apprend que la commission criminelle de Phuto a « jugé » 87 conjurés « compromis lors de l'attaque de Hunghoa et de Lamathao » et a prononcé DIX condamnations à mort.

C'est une nouvelle provocation des impérialistes enragés. Ils ne reculeront que devant une forte affirmation de la solidarité ouvrière devant une action énergique entreprise sans délai. C'est aux travailleurs français qu'il appartient d'arracher leurs vaillants camarades indochinois des griffes des rapaces coloniaux.

roristes et autres, des mouvements d'émancipation. La **Vérité** a expliqué le sens des événements de Yen-Bay, elle a exposé les conditions monstrueuses subies par les exploités coloniaux. La **Vérité** a appelé sans cesse les prolétaires à se dresser aux côtés des révolutionnaires coloniaux contre les crimes du capitalisme en Indochine. La **Vérité** a appelé avec vigueur le Parti à procéder à la mobilisation la plus large de la classe ouvrière derrière les mots d'ordre de lutte contre l'impérialisme assasin. Le 16 mai, nous écrivions : « La voix des travailleurs doit s'élever de toute sa force pour faire reculer les bourreaux. Si les bureaucrates du Parti n'étaient pas absorbés par les prescriptions du calendrier officiel des manifestations, ils appelleraient les travailleurs à se dresser contre l'impérialisme assasin. » Dans le numéro qui parut le 23 mai, nous appelions les travailleurs au Mur : « Devant la défaillance du parti — dont les bureaucrates incapables et malfaisants n'ont pas su déclencher la puissante protestation populaire — aux côtés de nos camarades du groupe indochinois de la Ligue qui, seuls, sont entrés résolument dans la lutte, l'Opposition appelle tous les révolution-

naires, tous les ouvriers à se dresser vigoureusement pour arracher aux bourreaux capitalistes les trente-neuf révoltés de Yen-Bay. »

Enfin, le jeudi 22 mai, après avoir placardé dans Paris les premières affiches « Les massacres en Indochine », après avoir préparé notre dernier numéro, consacré, en majeure partie, à la campagne contre les exécutions, la Ligue Communiste (Opposition) entrainait seule dans l'action et frappait à la tête, en organisant la manifestation devant l'Elysée, à laquelle se joignaient des membres du Parti.

Le lendemain, l'**Humanité**, dissimulant la vérité aux travailleurs, défigurait la manifestation puissante organisée contre l'impérialisme. Le surlendemain samedi, alors que le gouvernement incarcérait à la Santé nos onze camarades et que la presse bourgeoise hurlait à la curée, l'**Humanité** ne publiait pas une ligne. En même temps, malgré les exhortations pressantes de l'Opposition, des bureaucrates qui s'étaient avérés incapables de déclencher le puissant mouvement prolétarien de protestation et de combat, ne savaient pas faire du mot d'ordre « Libérez les trente-neuf condamnés à mort de Yen-Bay », le mot d'ordre central de la manifestation du Mur, incapables d'engager le prolétariat à commémorer les luttes d'hier dans les combats d'aujourd'hui. Cette défaillance coupable survenait au moment où la bourgeoisie, frappée par le début de l'action contre les exécutions, se démontait atteinte.

Une délégation de la Ligue communiste se rendit en hâte à l'**Humanité** le samedi 24 au soir pour exiger que l'**Humanité** mette les moyens dont elle dispose au service de la lutte révolutionnaire, qu'elle ne transforme pas sa carence en trahison et que les bureaucrates, oubliant leurs intérêts de clique cessent de desservir dans le combat engagé les intérêts révolutionnaires. Il ne fut répondu à nos camarades que par les pleuretries de Bonte, des engagements filandreux et des injures dont un éventuel Jany gratifia un de nos camarades du bâtiment.

Le lendemain, au Mur, nos camarades français et indochinois distribuèrent quinze mille tracts contenant la déclaration des émigrés indochinois au gouvernement français.

L'action que nous menions hier, elle sera demain plus nécessaire que jamais. Travailleurs, contre les massacres que l'impérialisme prépare à Yen-Bay, contre l'emprisonnement de nos onze courageux camarades, contre les expulsions criminelles dirigées contre les travailleurs et les étudiants indochinois, vous vous appelons à dresser un bloc compact et vigoureux. Aux côtés des travailleurs d'Indochine, nous vous appelons à une lutte énergique et puissante.

Quelques articles de Jacques Doriot ne suffisent pas à masquer une carence trop coupable. Il fallait, il faut déclencher un vaste mouvement de campagne de presse, de meetings, d'agitation communiste.

Travailleurs, l'Opposition sait que, malgré les injures grossières et les calomnies imbéciles dirigées contre elle, vous reconnaîtrez ceux qui n'abandonnent jamais la lutte révolutionnaire et qui servent le plus décisivement les intérêts de la révolution ouvrière.

Ouvriers révolutionnaires, membres du parti, et vous surtout, courageux camarades des Jeunesses dont beaucoup viennent déjà à l'Opposition de gauche, la Ligue communiste vous appelle à amplifier la lutte, à exiger du Parti qu'il se serve dans ce but des moyens dont il dispose : sa presse, ses cadres et ses organisations.

Contre la répression impérialiste en France et en Indochine !

Pour la libération immédiate des condamnés à mort de Yen-Bay !

Pour la libération immédiate de nos onze camarades emprisonnés à Paris !

LA LIGUE COMMUNISTE
(Opposition)

Dans l'Inde

Mac Donald fusille, et les masses continuent à s'ébranler

Le développement de la révolution dans l'Inde continue à se faire d'une façon assez cahotique, mais qui n'évolue pas moins selon les lois les plus strictes de la lutte des classes. Les différents facteurs de cette lutte entrent en jeu inégalement, plus ou moins successivement, mais toujours en démontrant que la logique de la révolution prolétarienne est implacable.

Les hésitations des cercles dirigeants du nationalisme hindou petit-bourgeois trouvent un certain écho dans l'attitude du gouvernement anglais. Dans l'ensemble, le gouvernement travailliste est ouvertement entré dans la voie de la répression violente, sanglante. Partout, la police et l'armée dispersent les manifestations à coups de matraques et de révolver. Les emprisonnements ne cessent pas. Tout l'appareil de répression dont dispose le vice-roi est mis en œuvre. Cette semaine, l'offensive s'est accrue contre les démonstrations des gandhistes (attaques contre les dépôts de sel). Il est évident que le vice-roi et son état-major cherchent à briser par la violence la première vague révolutionnaire gandhiste avant que celle-ci n'ait entraîné plus nettement une seconde vague, celle qui groupera les éléments prolétariens sur un programme de révolution prolétarienne. Les masses sont loin d'être arrivées à leur point maximum d'activité. Les formes de leur lutte continuent à être très dispersées, mal conduites, et très peu coordonnées. Mais justement, au fur et à mesure que la répression s'accroît, de nouvelles couches prolétariennes entrent en lutte. Sur bon nombre de points, elles ont largement dépassé le programme et les méthodes gandhistes. Elles luttent déjà sous des formes grévistes, ou de démonstrations armées. Cette semaine de vastes grèves se sont déclenchées à Rangoon (dockers), à Bombay (textiles). Pour l'impérialisme anglais, le principal danger consiste donc dans le fait que les ouvriers et les paysans pourraient ouvertement et consciemment dépasser le stade de la lutte nationaliste petite bourgeoise sur le plan du gandhisme, afin de coordonner leur lutte autour d'un parti prolétarien, et d'un programme sans équivoque de révolution sociale.

Cette situation se reflète dans les oscillations de la bourgeoisie hindoue. Sa fraction la plus forte au point de vue capitaliste est nettement entrée dans la voie de la conciliation avec le gouvernement de Macdonald. Elle recherche les compromis avantageux pour elle. Elle est prête à s'asseoir autour de la table ronde avec Lord Irwin et Macdonald. Elle continue cependant à jouer un rôle révolutionnaire dans la mesure où Macdonald ne lui cède pas. Elle continue ses mesures de boycott, ses fermetures des magasins, des bourses du commerce. Ses chefs se font arrêter un à un.

Or, Macdonald actionne d'une main ses mitrailleuses, mais de l'autre il laisse entrevoir aux commerçants et aux industriels hindous la possibilité d'une transaction. Il tient en suspens le rapport de la fameuse commission Simon sur la situation sociale et économique de l'Inde, et prétend inviter « sérieusement » avec lui. Il est bien probable que ceux-ci saisiront l'occasion offerte dès qu'elle leur paraîtra suffisamment favorable.

Toute la presse, bourgeoise ou communiste officielle, ne donne des événements qu'une description dépourvue de toute signification politique. Elle mentionne chaque jour les manifestations, les incidents, les fusillades, les déclarations des uns et des autres. Mais elle n'en donne aucune appréciation politique d'envergure. De la part de la presse bourgeoise, il n'y a rien de particulièrement remarquable ; elle se contente de défendre ses intérêts. La presse anglaise souligne sans cesse le caractère nécessaire, fondamental, principal, de l'écrasement de la révolution

aux Indes. C'est son rôle, à elle qui croit le régime capitaliste éternel.

Mais la presse communiste est coupable. L'*Humanité* est coupable. Elle est même criminelle. Pour l'Inde comme pour l'Indochine, qui devrait pourtant l'intéresser directement, elle relate les événements, lance quelques affirmations platoniques de solidarité, mais ne montre nullement comment, sous quelles formes, l'Internationale communiste agit dans l'Inde et dans l'Indochine. Et quand elle en parle, elle le fait d'une manière tout à fait contraire à l'enseignement de Marx et de Lénine.

Nous avons déjà souligné inlassablement, parce que c'est le sort même de la révolution internationale qui est en jeu, que le parti communiste, le parti révolutionnaire prolétarien n'existait pas dans l'Inde, parce que la clique stalinienne l'avait toujours refoulé au profit d'un vulgaire « parti ouvrier et paysan », démocratique, confusionniste, nationaliste, petit-bourgeois, et sans perspectives marxistes. Nos critiques avaient aiguillonné l'*Humanité* à tel point qu'elle s'était crue obligée de faire quelques déclarations mensongères sur le rôle d'avant-garde que jouait le prétendu Parti communiste hindou.

Manouïlsky avoue

Aujourd'hui, c'est Manouïlsky, le supérieur hiérarchique des rédacteurs de l'*Humanité*, le pope stalinien, format 1930, pour l'Occident, qui vient justifier nos craintes, et confondre l'*Humanité*. Voici ce qu'a dit Manouïlsky dans son rapport présenté à la session du présidium élargi du C.E. de l'I.C., qui vient de se tenir : « Pour les pays coloniaux il s'agit de fonder des partis communistes là où ils sont inexistantes (Inde), etc... » C'est un aveu, un aveu cynique. Mais alors, que Manouïlsky, que Péri dans l'*Humanité*, nous répondent à ces questions :

Qu'avez-vous fait dans l'Inde entre 1920 et 1930 ? Pourquoi ne nous parlez-vous pas du « parti ouvrier et paysan » que vous avez fondé et encouragé dans l'Inde ? Et quelles sont vos perspectives actuelles pour un parti communiste hindou ? N'avez-vous pas l'intention de glisser dans votre nouveau parti communiste toutes les erreurs staliennes, toutes les déformations du marxisme, que vous avez cultivées jusqu'à présent, notamment en Chine, en Indochine, et dans l'Inde elle-même ?

Le prolétariat international attend une réponse.

APPEL URGENT

Il nous faut constituer sans délai un fonds oppositionnel d'entr'aide. A plusieurs reprises déjà, des camarades de l'Opposition ont été frappés par la répression gouvernementale, emprisonnés ou expulsés. Nous avons pu alors recueillir autour de nous l'aide nécessaire pour parer aux premiers besoins. Mais devant les mesures récentes qui atteignent nos camarades indochinois et des camarades étrangers, nous sommes contraints de nous adresser à tous les membres de l'Opposition, à tous ceux qui sympathisent avec elle. Nous leur demandons de souscrire tout de suite dans toute la mesure de leurs moyens, de faire souscrire autour d'eux. Nous avons besoin de leur aide pécuniaire immédiate.

LA LIGUE COMMUNISTE
(Opposition)

Dans l'Internationale

Le perroquet-démagogue: ERCOLI

Chers camarades,

Nous avons lu ce que vous avez publié sur les questions italiennes, aussi vous demandons-nous de publier cette lettre. Nous venons de lire dans la presse d'émigration un article dégoûtant signé Ercoli. A en juger par le titre « *Rigurgito di massimalismo* » (Vomissement de maximalisme), on pense à première vue qu'Ercoli va définir le cours actuel de la direction italienne. En effet, cet article n'est autre chose que le vomissement d'un petit-bourgeois démagogue sérieusement touché en sa qualité de carriériste désormais démasqué.

Ercoli s'en prend à la nouvelle opposition qui s'est formée dans le Parti italien. Nous n'avons pas été surpris de voir que dans notre Parti une nouvelle opposition se soit affirmée et qu'Ercoli (une vieille connaissance pour nous), soit encore une fois avec la majorité. Mais quoique nous ne sachions encore que très peu de chose en ce qui concerne la position de la minorité, nous ne pouvons pas nous empêcher d'intervenir après l'article d'Ercoli, car il constitue en fait, une intolérable attaque contre le parti tout entier.

Ercoli est connu dans le mouvement révolutionnaire italien comme celui « qui encasse les gifles » (physiquement et politiquement). Attaqué, il rentre les cornes comme un limaçon. Des camarades se sont quelquefois demandé : « Pourquoi donc Ercoli ne répond-il pas ? Pourquoi laisse-t-il tomber la polémique, et avec la polémique les accusations les plus cuisantes ? » Evidemment, parce qu'il a conscience de sa faiblesse et de ses fanfaneries politiques. Aussi longtemps qu'il s'agit de bavarder contre les « opportunistes », de faire de la littérature dénonçant les « contre-révolutionnaires », il se tire d'affaire et il réussit même à masquer sous un déluge de mots son manque de principes, et par suite de scrupules. Mais si quelqu'un, et surtout les plus anciens du mouvement révolutionnaire lui demandent des pièces d'identité, alors Ercoli hésite, prend des détours, relève le col de son pardessus, essaye de se sauver, tout comme un pickpocket pincé cherche à se faufiler parmi la foule et à se confondre avec elle.

Quelle est donc la « personnalité éminente » d'Ercoli ? Les anciens camarades se souviennent très bien de sa position pendant la guerre. Ils n'ont pas perdu la mémoire d'une certaine lettre qu'il écrivit à la section socialiste de Turin, dans laquelle son attitude *léniniste* est la suivante : « Au-dessus du parti, il y a nos frères italiens » (la population des provinces annexées)... C'est pour cela qu'Ercoli préfère ne pas parler de son attitude pendant la guerre. Pour lui, sa carrière politique commence en 1919, l'année de la poussée révolutionnaire, époque où, pour la première fois on le voit dans les milieux ouvriers.

Entré dans le mouvement ouvrier de Turin, grâce à son hypocrisie et à sa souplesse, il réussit à percer, à entrer dans le groupe de l'*Ordine Nuovo* autour duquel est né et s'est développé le mouvement des Conseils d'usine. Mais six mois ne s'étaient pas écoulés encore qu'Ercoli se détachait de Gramsci et se ralliait à Tasca sur les positions opportunistes de ce dernier. En septembre 1920, délégué comme représentant de Turin à Milan, il est allé demander à D'Aragona (au « social-fasciste » D'Aragona) l'aide nécessaire pour justifier sa peur du mouvement révolutionnaire et sa lâcheté politique. Comme une polémique toute récente l'a prouvé, Ercoli ne jugeait pas les ouvriers occupant les usines comme capables de se battre et vaincre, parce que, disait-il, ils étaient armés non de mitrailleuses, mais de tuyaux de poêle.

Le Parti communiste italien fondé en janvier 1921, fondation dans laquelle Ercoli n'a joué aucun rôle, il passe au journal communiste de Rome, en qualité de rédacteur en chef, sous la direction de Bordiga, dont il devient le serviteur le plus zélé.

Dans une autre situation très sérieuse, Ercoli fut en proie à une autre « crise de conscience ». La *Vérité* a déjà rappelé un communiqué d'Umberto Terracini, publié pour retrouver notre homme qui s'était

égaré après le massacre fasciste de Turin (décembre 1922).

Mais ce qui est encore plus important, c'est l'attitude politique d'Ercoli au cours de cette période. Entre Bordiga et l'I.C. il y avait alors une lutte très aiguë. Bordiga était dans l'opposition et il avait déjà pris toutes les positions pour lesquelles il est aujourd'hui exclu du Parti. Bordiga était en prison. Ercoli lui écrit ; il lui propose de feindre d'accepter les décisions de l'I.C. (à propos du front unique et de l'entrée dans le parti de la fraction « troisième internationaliste ») pour mieux rouler (*foltere*) l'Internationale et poursuivre sous le manteau la lutte contre elle. Voilà comment les Ercoli entendent la moralité révolutionnaire ! Bordiga, naturellement, refusa cette honteuse proposition.

Mais déjà Ercoli a fait son plan. Il abandonne Bordiga. Tout en étant « d'accord » avec lui pour une raison de « place », il reste du côté du manche.

Un autre moment de sa carrière politique auquel il faut s'arrêter, c'est l'époque qui suit les lois d'exception. Pendant toute la période de la direction Boukharine, Ercoli en est le ferme soutien. Il était alors « d'accord » avec Tasca sur toutes les questions et il est encore d'accord avec Tasca aujourd'hui. La revue *Stato Operaio* est la seule qui publia l'article de Boukharine. « *Notes d'un économiste* ». Puis, comme autour de Boukharine ça commençait à sentir le cadavre, Ercoli a imité les rats quittant le navire en danger de couler : il a sauté encore une fois de l'autre côté, à sa position extrémiste d'aujourd'hui. Enfin, Ercoli a parlé souvent de son attachement au Parti. Oui, nous le savons, il a montré un grand attachement... à la caisse du Parti.

Tel est l'homme qui dirige actuellement le Parti communiste italien.

Un groupe d'ouvriers communistes de Turin émigrés.

APRES LA MUTINERIE D'OLÉRON

Un des responsables corrigé

Le 20 mai avait lieu au Château d'Oléron une réunion publique où le camarade Prigent, de Surgères, faisait le compte rendu de sa délégation en Russie.

Ne trouvant aucun argument pour réfuter ou mettre en doute l'exposé de Prigent, le secrétaire de la section socialiste, Chobelet, auteur de l'ignominieux article du *Populaire* sur la mutinerie d'Oléron, et le D' Alzieu, leader socialiste, un des responsables de cette mutinerie, tentèrent une diversion pour faire oublier leur attitude.

C'est alors qu'intervint notre camarade Courdavaul, au nom de la Ligue Communiste, montrant pourquoi les travailleurs étaient solidaires des mutins.

Le D' Alzieu se permettant d'insulter le communisme et la Révolution russe, notre camarade le corrigea si bien que c'est sous les rires méprisantes unanimes qu'il sortit de la salle.

Les membres du parti et les sympathisants se réunirent amicalement après la réunion avec le camarade Prigent, réunion au cours de laquelle Courdavaul montra les erreurs de Staline faisant tantôt une politique de droite, pour la remplacer par une politique ultra-gauche.

Au cours de ces conversations, Prigent convint que « Trotsky et Rapsky ne sont pas des contre-révolutionnaires ».

Ce sont de telles manifestations qui feront comprendre aux membres du Parti et à la classe ouvrière que les représentants du véritable communisme sont groupés dans l'opposition de gauche, dans la Ligue Communiste. — R. C.

Dans le Nord

Le bilan désastreux des stalinien

Dans un article des *Cahiers du bolchévisme* de mai, intitulé : « La lutte contre l'opportunisme dans le Nord » un certain Robert rappelle assez vertement les dirigeants régionaux du parti à leur devoir de « redresseurs ». C'est-à-dire qu'ils doivent exclure sans tarder Cornette qui est, paraît-il, le type parfait du social-démocrate dans les rangs du Parti communiste. De plus, Ramette, Coquel, Porreye et consorts devront être d'une extrême sévérité politique à l'égard de Grenier qui se permet d'être d'accord sur certains points avec Cornette et qui s'est opposé aux mesures d'organisation demandées contre lui. Enfin, ce qui est intolérable, ce même Grenier a eu la franchise de déclarer à la conférence régionale que le régime intérieur du parti facilite l'introduction dans ses rangs — et parfois aux postes élevés — de mouchards et d'aventuriers de toutes sortes.

D'après l'auteur de l'article en question, Cornette défend ouvertement depuis des années, des conceptions qui n'ont plus rien de commun avec les principes et la politique communiste. C'est donc un opportuniste incorrigible qui mérite d'être châtié.

Nous savons déjà que, pour les dirigeants du Parti en général et pour Robert en particulier, le mot opportuniste a perdu depuis longtemps son véritable sens. Pour les léninistes à faux nez de 1930, on n'est pas opportuniste par suite de la position qu'on occupe par rapport à la situation, aux événements, aux batailles de classe, etc., on est opportuniste aussitôt que l'on a prononcé le premier mot contre la mauvaise politique du Parti : on est opportuniste parce qu'on ose ne pas être d'accord avec la direction.

Voilà un nouveau critérium pour juger de l'opportunisme des militants : « Pour ou contre la direction ». C'est un moyen bien simple qui comporte beaucoup d'avantages. Il procure notamment aux gens comme Robert, celui de ne pas être obligé de penser et d'étudier.

Si l'on demandait à Robert et à ses pareils, quelles ont été les manifestations d'opportunisme de Cornette, ils ne pourraient répondre que ceci : « En 1927, Cornette était contre la politique du Comité central dans les questions russes ; il était contre l'exclusion et le bannissement de l'opposition bohémovik ; il se dressait contre les liquidateurs de la Révolution chinoise et les opportunistes du comité anglo-russe. Depuis, il a critiqué les aventures du 6 août et du 6 mars et il n'accepte pas la politique incohérente et funeste des dirigeants incapables, bureaucratiques jusqu'à la moëlle des os. »

Voilà tout ce que nos « redresseurs » ignares pourraient apporter comme charges écrasantes contre Cornette. Ce dernier n'a d'ailleurs pas toujours été seul à discuter et à repousser la « ligne » du centre. Dans certains cas il le faisait avec l'ensemble des militants communistes de sa région. En 1927-28, les communistes du Nord étaient unanimes contre la tactique absurde dite « classe contre classe » et ce n'était pas là un relent d'opportunisme des dirigeants régionaux. C'était bien l'expression de la volonté de toute la base du Parti qui avait le sentiment — peut-être confus, mais sûr — qu'il faudrait autre chose que ce zigzag ultra-gauche pour amener au communisme les dizaines de milliers d'ouvriers social-démocrates du Nord et du Pas-de-Calais. En 1929, toute la région du Nord était encore unanime à repousser les appréciations fantaisistes du centre sur l'échec de la grande grève du textile et les camarades dénonçaient avec colère les mensonges et les mœurs de politiciens des Monmousseau et des Courtade. Sur ces questions, la direction du parti enregistra un cuisant échec à la conférence régionale de mars 1929 et cela malgré les manœuvres de Thorez.

Malheureusement, depuis l'abandon de poste de Jacob et de Devernay, il semble que le Bureau politique tienne

bien en laisse le bureau régional du Nord, qui a maintenant l'échine assez souple pour accepter sans murmure tout ce qui lui vient d'en-haut. On lui reproche bien une certaine nonchalance dans la lutte contre les « opportunistes », mais ce pauvre bureau régional, il a fait ce qu'il a pu et ce n'est déjà pas trop mal.

Une nouvelle opposition

A la conférence des militants mineurs, membres du parti, qui s'est tenue à Douai, le 13 avril, il a été décidé de retirer à Morival sa fonction de secrétaire général du Syndicat régional des mineurs. Cette décision est motivée par le fait que Morival serait un obstacle à l'application de la politique du Parti chez les mineurs.

Cela était assez imprévu, car au congrès de l'Union régionale des syndicats, tenu en décembre dernier, Morival poussa une charge à fond contre les « sceptiques » et il s'évertua à prouver que, même en France, la crise du capitalisme allait devenir rapidement catastrophique et qu'avec l'essor révolutionnaire des masses toutes les espérances révolutionnaires étaient désormais permises.

Morival s'est rapidement aperçu qu'il se trompait ou plutôt que la direction du Parti l'avait trompé. La réalité était autre que l'idée qu'il en avait donnée au congrès des syndicats et alors il n'a pas su ou n'a pas voulu mener la bataille contre le camarade Mangematin et ses amis exclus du Parti pour non-conformisme.

De plus — crime impardonnable — il n'a pas empêché Mangematin de parler aux mineurs à Billy-Montigny, à l'occasion de l'anniversaire de la catastrophe de Courrières. En outre, Robert reproche à Morival que sous sa direction, et malgré des conditions extrêmement favorables, le syndicat ne progresse pas, qu'au contraire il s'affaiblit. Répondons de suite que les causes essentielles de cette stagnation sont les grèves générales à la façon des anarcho-syndicalistes, en 1923-1924, puis les « journées » du 1er août et du 6 mars.

Mais que Robert veuille donc nous indiquer à quel chiffre sont montés les effectifs du Parti et de la C.G.T.U. à la faveur de la radicalisation et de l'essor révolutionnaire ; alors nous pourrions faire des comparaisons tout à fait intéressantes.

La vérité est que dans le Nord comme ailleurs, la politique du Parti éloigne les ouvriers de nos organisations, que cette politique devient de plus en plus incompréhensible pour les militants de base qui sont de moins en moins enthousiastes pour la défendre et pour l'appliquer, d'où cette inertie qui se traduit pour nos organisations par un manque total de vie politique et parfois de vie tout court.

Devant cette situation lamentable de nos organisations chez les mineurs, une opposition timide se fait jour, et Morival s'en est fait l'interprète lorsqu'il a osé ne plus tenir compte des directives de nos chefs actuels. Il a eu raison mais il ne peut s'arrêter là. Qu'il réfléchisse aux causes et aux conséquences de son acte et il conviendra avec nous que c'est contre toute la ligne politique et tactique du Parti qu'il faut lutter et non pas seulement contre certains procédés mécaniques.

Si Morival s'engage sur cette voie il aura rapidement avec lui les mineurs révolutionnaires les plus conscients.

Le redressement nécessaire

Robert se plaint dans son article que, depuis deux ans, le redressement dans la région du Nord se soit fait avec une lenteur coupable et il semble s'en étonner. Il n'y a pourtant pas de quoi. Rappelons-lui que depuis quelques années, les « bolchévisateurs » et les « redresseurs » incapables qui se sont succédé à la direction du Parti français ont rencontré à plusieurs reprises, dans le Nord, une opposition de masse toujours vaincue finalement par la capitulation

de ses chefs. Mais même battue cette opposition donnait du fil à retordre à ses vainqueurs. Et si à l'heure actuelle les ravages du stalinisme dans la région du Nord ne sont pas aussi considérables que partout ailleurs, c'est bien parce que les « tournants » successifs n'y ont jamais été complètement appliqués. Tout cela explique aussi dans une certaine mesure pourquoi les manifestations du 1er mai dans le Nord (bien que très modestes) ont été beaucoup plus importantes que dans les autres régions.

Il semble que les ruines déjà accumulées dans notre région ne donnent pas pleine satisfaction aux chefs communistes officiels. Il faut rapidement rejoindre les régions, comme celle de l'Est, par exemple, qui ont beaucoup d'avance sur nous — dans la dégringolade. Robert conclut donc qu'un redressement ultra-rapide est nécessaire. En dehors des généralités et des lieux communs, il ordonne l'exclusion de Cornette et de Blanckaert (c'est déjà fait pour ce dernier). De plus, il faudra mener une lutte impitoyable contre toute velléité d'opposition et ne pas

craindre l'autocritique (cette commode autocritique qui consiste à représenter les échecs comme des succès, à faire retomber les responsabilités de l'échec — quand il ne peut être dissimulé — sur les militants de base et qui permet surtout de fermer la bouche de ceux qui veulent rechercher les causes politiques de nos échecs répétés.)

Les communistes oppositionnels du Nord veulent sincèrement le redressement dans leur région et ils y travailleront de toutes leurs forces. Mais le redressement qu'ils veulent, ce n'est pas celui qui doit satisfaire aux exigences de la troisième période, c'est celui qui redonnera au Parti communiste sa vraie figure et lui permettra de conquérir sa place de guide sûr et éclairé du prolétariat.

Les premiers résultats obtenus sont encourageants. Continuons nos efforts, posons dans toutes les réunions du Parti la question de l'opposition communiste et nous aurons raison des bureaucrates et des incapables qui déshonorent le communisme et le mènent à la faillite.

PAUL.

Une lettre ouverte du B.P. du Parti à la région communiste du Nord

Pour essayer — vieille et habituelle tactique — de rejeter les tristes résultats de sa politique sur les cadres inférieurs, le bureau politique du parti vient d'adresser à la région du Nord, une lettre ouverte qui dépeint la situation dans le Nord sous les traits les plus sombres. Le prétexte du B.P., c'est « d'éliminer les défauts, les erreurs, les insuffisances politiques et les faiblesses d'organisation considérables qui restent encore. »

Certains passages de la lettre sont particulièrement caractéristiques. Sur la tactique des Coquel, Deleuze et Cie à l'égard de la social-démocratie du Nord, le B.P. écrit :

« Ou bien on tombe dans l'erreur profondément opportuniste qui consiste à négliger de dénoncer et de combattre publiquement soit pendant les grèves ou pendant toute autre action, les cheffillons socialistes ou réformistes, sous prétexte de ne pas briser l'unité d'action des ouvriers, ou bien on abandonne la tactique du front unique en s'imaginant que maintenant notre lutte contre la social-démocratie, se ramène à des invectives plus ou moins violentes contre les chefs en y associant même les ouvriers socialistes. »

Concernant les grèves, la Direction du parti constate « qu'elles surgissent le plus souvent hors de notre contrôle... nos syndicats arrivent après coup, toujours surpris par les mouvements ». « Mais le mal est plus grave encore » et c'est une attaque forcée contre les militants syndicaux, communistes, du Nord :

« Le syndicat régional du textile, par exemple, n'a pas été capable de mobiliser, pour la préparation du Premier Mai, un actif syndical, si minime fut-il. Ce syndicat n'a aucune vie intérieure. Tout se résume à un appareil permanent, démesurément enflé de caractère bureaucratique, qui assume le fonctionnement administratif du syndicat. »

A toi, Gilbert Declercq !
Maintenant, c'est au tour des mineurs :
« Le syndicat régional des mineurs souffre aussi de cet esprit bureaucratique et routinier qui étouffe l'initiative de la masse. »

Un autre scandale :
« Un certain nombre de cadres dirigeants du mouvement syndical, membres du Parti, combattent ouvertement ou d'une manière détournée le Parti. C'est le cas d'éléments comme Cornette à l'Union locale d'Halluin, comme d'Herbert à l'Union locale d'Hénin-Liétard ou bien de camarades comme Morival qui, sous le couvert d'un accord de façade avec le Parti, fait une politique de compromis avec des adversaires déterminés du Parti (Mangematin). »

Le B.P. ne dissimule pas qu'il faut sans tarder, sévir contre ceux qui se dressent contre sa politique syndicale, pour cela on fera « marcher » les ouvriers :

Il y a aussi l'« opportuniste » terme assez mal placé dans la bouche des fonctionnaires du B. P. prêts à accepter toutes les politiques.

« Depuis deux ans, la lutte contre l'opportunisme n'a pas été menée avec une fermeté politique suffisante. »

Non seulement Cornette, un des militants les plus estimés parmi les communistes du Nord est stupidement qualifié « opportuniste », sans qu'on y apporte la moindre preuve et pour cause, mais Grenier lui-même qui hésite à combattre la direction du Parti est sur la sellette :

« On ne peut expliquer autrement que comme une sous-estimation du danger de droite et un recul devant l'opportunisme, le fait que Cornette, cet adversaire déterminé du Parti, jouisse encore de quelque crédit à Halluin et soit toujours dans nos rangs, malgré les interventions fréquentes de la Direction centrale du Parti. Le fait que la Direction régionale n'ait pas combattu plus tôt des éléments comme Grenier qui représentent une certaine couche de militants continuellement hésitants et conciliateurs, avec les opportunistes les plus avérés, et qu'elle ait maintenu ce camarade (comme il était récemment) secrétaire d'un rayon important ou, pire encore, lui ait proposé quelque temps avant la Conférence, un poste responsable à la région, prouve aussi la sous-estimation du danger de droite par la Direction de la région. »

Sur « l'état d'organisation du parti » le B.P. écrit :

« Si l'on considère l'état d'organisation du Parti dans la région au point de vue des cellules et des effectifs, la situation est loin d'être satisfaisante. Le nombre des cellules d'entreprises véritables est insignifiant. Dans certains cas, la disparition des cellules d'usines a pris le caractère d'une véritable liquidation de la base de l'organisation du Parti... Enfin, on doit considérer comme extrêmement grave le fait que notre Parti est pour ainsi dire inexistant dans des rayons d'une importance capitale comme Dunkerque, Boulogne, Maubeuge. »

Quelles solutions le B.P. propose-t-il pour remédier à la lamentable situation dans le Nord ? L'abandon de sa politique cause de tout le mal ? Non. L'issue, d'après lui, ce sont les calembredaines sur l'émulation, les phrases creuses sur « les plans de travail, la méthode et la responsabilité définie des membres de la Direction régionale ».

